

Bulletin du FMI

RÉUNION DES MINISTRES DES FINANCES DU G-20

LE G-20 poursuit son action pour réduire les déséquilibres mondiaux

Bulletin du FMI en ligne
16 avril 2011



Christine Lagarde, Ministre des finances de la France, qui préside le G-20, donne une conférence de presse à l'issue de la réunion de Washington (photo: Stephen Jaffe/FMI)

- Le G-20 adopte des lignes directrices pour mesurer les déséquilibres excessifs
- Le but est de réduire les risques de crise au sein de l'économie mondiale
- Le FMI est chargé d'évaluer les progrès des pays au regard des lignes directrices

Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du Groupe des Vingt (G-20), soucieux de réduire les risques de crise dans le monde, ont franchi une nouvelle étape en adoptant un ensemble de lignes directrices pour mesurer les déséquilibres qui pourraient déstabiliser l'économie mondiale.

Les lignes directrices sur lesquelles les ministres se sont entendus pendant les [réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale](#) à Washington, donnent une base concrète pour l'évaluation mutuelle des politiques économiques des [pays du G-20](#), pour remédier aux déséquilibres majeurs et promouvoir les objectifs de croissance du G-20. Le processus s'appuie sur les analyses réalisées indépendamment par le Fonds monétaire international (FMI).

« L'un des grands objectifs de notre réunion d'aujourd'hui était de nous entendre sur la poursuite du processus et sur des lignes directrices indicatives, et c'est ce que nous avons fait », a déclaré Christine Lagarde, [Présidente du G-20](#) en sa qualité de Ministre des finances de la France lors d'une conférence de presse le 15 avril

Ces lignes directrices s'inscrivent dans un programme de travail plus large motivé par les énormes coûts humains et financiers de la crise économique mondiale qui a déclenché une récession planétaire. Le [Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée](#) établi par le G-20 vise à assurer une reprise durable et une croissance forte et persistante à moyen terme.

« L'adoption des lignes directrices indicatives était un pas important dans la voie de l'établissement des politiques appropriées », a ajouté M^{me} Lagarde. Elle a salué «l'excellent travail du FMI, des banques régionales de financement et des autres institutions financières internationale. »

Évaluation objective

Les lignes directrices adoptées hier complètent la série d'indicateurs qui sont censés servir à mesurer les déséquilibres au sein de l'économie mondiale et qui ont fait couler beaucoup

d'encre, sur lesquels les ministres [s'étaient entendus en février](#) à la [réunion du G-20](#) à Paris. Ces indicateurs sont les suivants :

- la dette et les déficits publics;
- le taux d'épargne et l'endettement privé;
- les déséquilibres extérieurs à partir de la balance commerciale, des flux nets de revenus d'investissement et des transferts, «en tenant pleinement compte du taux de change et des politiques budgétaire, monétaire, ou autre».

Le G-20 a maintenant établi des lignes directrices, ou un processus par lequel il va évaluer les progrès de chaque pays à l'aune de chacun de ces indicateurs, dans le cadre de son [Processus d'évaluation mutuelle](#) (PEM) et avec l'assistance du FMI.

«Pour chaque pays, chacun des indicateurs que nous avons définis à Paris va faire l'objet d'une évaluation, à la lumière d'un modèle économique et de trois modèles statistiques », expliqué M^{me} Lagarde. Conformément aux [nouvelles lignes directrices du G-20](#), la situation de chaque pays sera comparée à quatre valeurs de référence pour chacun des indicateurs, en combinant des approches structurelles et statistiques tenant compte des conditions et facteurs spécifiques au pays.

Le caractère mécanique et objectif du processus d'évaluation a été souligné et par M^{me} Lagarde et par le gouverneur de la Banque de France, M. Christian Noyer. Sa nature technique laisse peu de place aux jugements subjectifs ou à des points de vue biaisés.

«Quand on observe des variations relativement fortes ... cela ne veut pas dire que ces pays ont un problème qu'ils doivent résoudre. Nous disons objectivement qu'il y a eu une variation du montant du déficit, de la dette, de tel ou tel [indicateur] — il peut y avoir de bonnes explications », a indiqué M. Noyer.

Tous les pays du G-20 feront l'objet d'une évaluation sur la base de ces lignes directrices, mais elles s'appliqueront avec plus de rigueur aux sept plus grands pays.

M^{me} Lagarde a expliqué que le «lignes directrices fonctionnent un peu comme un filet ... et les mailles du filet sont plus fines pour les pays considérés comme ayant une importance systémique, parce qu'ils représentent plus de 5 % du PIB du G-20 ».

PEM plus

L'adoption des lignes directrices conclue la première étape du cadre pour une croissance forte et durable. «Nous entrons maintenant dans la deuxième phase, qui nous permettra de présenter des recommandations concrètes aux Chefs d'État et de gouvernement en octobre», a déclaré M^{me} Lagarde.

Jusqu'à présent, le rôle du FMI s'était borné à fournir un soutien technique pour l'élaboration des lignes directrices indicatives et, dans le contexte du PEM, des analyses visant à expliquer

comment les politiques des pays du G-20 s'articulent et à déterminer si, collectivement, elles peuvent réaliser les objectifs du G-20 — avec des contre-scénarios à l'appui.

Dans cette deuxième phase de ce processus, a expliqué M^{me} Lagarde « le FMI va faire ce que j'appellerais un PEM plus ». Son évaluation des progrès réalisés en matière de viabilité de la position extérieure sera spécialement centrée sur les pays identifiés comme accusant des déséquilibres, sur la base des lignes directrices indicatives. Pour ce faire, le FMI travaillera en collaboration avec d'autres organisations internationales.

Le G-20 examinera ensuite l'analyse des déséquilibres effectuée par le FMI, en avalisera les recommandations, et déterminera si « les politiques en place font déjà le nécessaire pour corriger la situation ou s'il serait utile que nous envisagions ensemble d'autres recommandations », a expliqué M. Noyer. Il appartiendra alors aux Chefs d'État et de gouvernement d'en décider.

Progrès sur tous les fronts

Les représentants de la France se sont félicités des avancées du G-20 sur le front des déséquilibres mondiaux. « Cette réunion du G-20 a été fructueuse, très constructive, très pragmatique. Nous avons progressé sur tous les points de l'ordre du jour », a déclaré M. Noyer.

Passant en revue la situation du système monétaire international, le G-20 a centrés ses travaux sur les sujets suivants : la volatilité des flux de capitaux, le suivi de l'évolution de la liquidité mondiale, le rôle joué par les [droits de tirage spéciaux](#) du FMI, la multiplicité des monnaies de réserve et l'accumulation des réserves.

Le G-20 a aussi renoncé à l'approche du tout ou rien en matière de contrôle des changes. Il s'emploie à définir un « mécanisme » d'évaluation des méthodes privilégiées qui pourraient être utilisées pour réduire les effets négatifs des brusques mouvements de capitaux. « Mais nous devons approfondir nos travaux, avec l'aide du FMI », a précisé M. Noyer.

Le FMI a par ailleurs été invité à contribuer à l'étude d'impact macroéconomique pour les travaux du [Conseil de stabilité financière](#) et d'autres instances sur les institutions financières d'importance systémique.

Deux autres thèmes ont été abordés : les options de financement de la lutte contre le changement climatique — domaine dans lequel le G-20 a appelé la Banque mondiale à travailler avec le FMI et les banques régionales de développement — ainsi que l'incidence du [niveau élevé et de la volatilité des cours des matières premières](#) sur l'inflation et les conditions sociales.